



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 29 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE MECANIQUE AUTOMOBILE DE L EST (SMAE)

91 boulevard de la Solidarité
BP 15030
57070 Metz

Références : METZ_SMAE_2024-07-12_RAPVI-AMENDE_EBE_00215
Code AIOT : 0006201556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement SOCIETE MECANIQUE AUTOMOBILE DE L EST (SMAE) implanté 91 BOULEVARD SOLIDARITE 57070 Metz. L'inspection a été annoncée le 30/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inscrit dans le cadre de l'action régionale de suivi des échéances suite à l'arrêté de mise en demeure du 31 janvier 2023 et du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE MECANIQUE AUTOMOBILE DE L EST (SMAE)
- 91 BOULEVARD SOLIDARITE 57070 Metz
- Code AIOT : 0006201556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La société SMAE, pôle Metz-Trémery, usine et assemble (1) des boîtes de vitesses, site de Metz, et (2) des groupes motopropulsions, site de Trémery, pour moteurs thermiques essence et diesel.

La présente inspection a eu lieu sur le site de Metz sis 91 boulevard de la Solidarité.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le site de Metz est soumis à autorisation pour les rubriques 4719-1 (quantités d'acétylène susceptibles d'être présentes sur le site supérieures à 1t) et 2567-2.a (procédé de projection de composés métalliques (molybdène en l'occurrence) dans des quantités supérieures à 200 kg/j) et à enregistrement et déclaration pour d'autres rubriques de la nomenclature.

L'activité du site est encadrée notamment par l'arrêté préfectoral n°95-AG/2-597 du 14 novembre 1995 modifié autorisant la société SMAE à exploiter les installations sur le territoire de la commune de Metz.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Extracteurs en toiture (installations)	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information l'issue de la <u>présente</u> inspection
2	Extracteurs en toiture (respect des VLE et flux)	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Propreté des extracteurs	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel)	Susceptible de suites	Arrêté complémentaire à prévoir ultérieurement (prescription inadaptée)
4	Grenailleuses (respect des VLE et flux)	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Grenailleuses (propreté des filtres des dépoussiéreurs)	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 14	Susceptible de suites	Sans objet
6	Fours de trempe	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 17	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure sauf pour le four n°3004457
7	Contrôles inopinés	Arrêté Préfectoral du 10/02/2012, article 1 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour répondre à l'arrêté de mise en demeure du 31 janvier 2023 dont l'échéance était au 31 mai 2023, l'exploitant a transmis au préfet de la Moselle un porter à connaissance (PAC) par courrier du 17 juillet 2023 dont l'objet était de démontrer le retour à la conformité ou de demander la modification de la prescription en démontrant qu'elle était devenue inadaptée au regard de l'évolution des activités du site.

L'inspection, courant janvier 2024, a fait part à l'exploitant des insuffisances relevées dans le

document transmis en juillet 2023 qui ne permettait pas en l'état la modification des prescriptions.

L'exploitant a transmis au préfet un complément par courrier du 5 avril 2024. Des demandes de précisions ont été formulées par l'inspection par courriel du 11 juin 2024. L'exploitant y a partiellement répondu par courriel du 19 juin 2024 et des éléments complémentaires ont été communiqués ou expliqués à l'occasion de la présente inspection.

Au cours de l'inspection, il a pu être constaté que l'exploitant, depuis l'arrêté de mise en demeure, a engagé des actions correctives. Toutefois, l'inspection constate encore de nombreux écarts et la situation le jour de l'inspection ne permet pas de lever l'ensemble de la mise en demeure ou d'acter, sur la base des documents transmis, de la modification des prescriptions devenues inadaptées suite aux évolutions de l'activité du site.

Au regard des délais écoulés et des demandes formulées à plusieurs reprises par l'inspection, il est proposé une amende administrative pour un montant de 10 000 € au titre de l'article L. 171.8 II 4° du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extracteurs en toiture (installations)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Extracteurs en toiture
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2023
Prescription contrôlée : L'air de l'atelier est renouvelé par : <ul style="list-style-type: none">- 405 extracteurs en toiture munis de ventilateurs de débit unitaire de 10 000 m³/h ;- 210 extracteurs munis de ventilateurs de débit unitaire de 5000 m³/h.
Constats : L'exploitant demande dans ses courriers des 17 juillet 2023 et 5 avril 2024 de porter le nouveau référentiel à 500 extracteurs d'ambiance + 7 extracteurs centralisés d'extraction des brouillards d'huile en expliquant que les activités désormais localisées sur les « files » 30 à 40 (entre les repères E et V) ne justifient plus la présence d'extracteurs dans ces zones. Dans ces documents, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• explique que les extracteurs d'ambiance permettent l'amélioration des conditions de travail (évacuation de l'air vicié introduit par les make-up utilisés pour chauffer le bâtiment de production) et les extracteurs centralisés permettent de canaliser les brouillards d'huile émis par les activités d'usinage ;• ne justifie pas les débits d'extraction nécessaires (pour renouveler l'air et pour les activités d'usinage) au regard de l'activité du site, et ni réellement atteints au regard de la situation dégradée existante (un nombre important d'extracteurs sont hors service ou à l'arrêt depuis plusieurs années) ;• s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pour rendre opérationnels les extracteurs hors service dans un délai maîtrisé ;• s'engage à acheter un drone pour faciliter le contrôle du bon état des extracteurs. Le jour de l'inspection, il est constaté : <ul style="list-style-type: none">• que le fichier Excel de suivi des extracteurs présenté fait état de 435 extracteurs d'ambiance, dont seulement 270 extracteurs d'ambiance opérationnels (env. 135 sont hors service et 30 « non accessibles ») pour 500 extracteurs évoqués dans les courriers susmentionnés ;

- que l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer le fonctionnement des 2 extracteurs d'ambiance sélectionnés par sondage par l'inspection (ligne 2, files U-V) pour contrôler la cohérence des données du fichier Excel présenté le jour de l'inspection. L'exploitant a ensuite contrôlé le fonctionnement des extracteurs en question et indiqué à l'inspection que l'extracteur localisé en « 2-V » ne fonctionne pas ;
- qu'outre les 17 extracteurs d'ambiance remis en service au cours de l'été 2023, l'exploitant n'a pas établi ou engagé le plan d'actions mentionné dans ses courriers susmentionnés et qu'aucun extracteur n'a été remis en service depuis l'été 2023 ;
- que le drone n'a pas été acheté ;
- que l'exploitant justifie (rapport Bureau Veritas n°10745488/49.31.RAP du 20/06/2023 et fichier Excel SMAE) d'un débit de presque 2 Mm³/h pour un débit théorique prescrit de 5,1 Mm³/h et un débit d'air insufflé par les make-up à extraire de 1,5 Mm³/h. Lors de la visite, l'exploitant explique que l'enjeu est d'avoir un débit d'extraction supérieur au débit d'air vicié insufflé vicié ;
- que les extracteurs centralisés n°1, 2 et 7 localisés au droit de l'activité ML fonctionnent le jour de l'inspection.

Au regard de ces éléments, l'inspection n'a toujours pas suffisamment d'éléments, notamment au niveau des enjeux environnementaux et sanitaires :

- pour proposer au préfet de modifier la prescription contrôlée ;
- pour constater la conformité du site avec le nouveau référentiel demandé par l'exploitant et pour lequel la demande de l'exploitant ne semble pas finalisée :
 - ✓ 500 extracteurs demandés pour 270 en service ;
 - ✓ pas d'analyse des débits nécessaires au regard de l'usage ;
 - ✓ annonce d'une nouvelle évolution de l'activité évoquée lors de l'inspection qui engendrerait l'arrêt de 4 des 7 extracteurs centralisés pourtant identifiés dans les courriers des 17 juillet 2023 et 5 avril 2024.

En conséquence, la mise en demeure ne peut être levée.

Au regard des délais écoulés depuis l'échéance de la mise en demeure, des demandes formulées par l'inspection en janvier puis par courriel le 11 juin 2024 et de l'absence de fiabilité des données présentées (cf. extracteur localisé en 2-V qui ne fonctionne pas), l'inspection propose au préfet d'infliger une amende administrative de 10 000 € au titre de l'art. L. 171-8 II 4° du code de l'environnement. Le montant proposé est proportionné à la gravité des manquements constatés, au nombre d'extracteurs ne fonctionnant pas et aux délais écoulés depuis le constat des écarts.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis des éléments complémentaires à Monsieur le préfet pour demander l'aménagement de la prescription contrôlée (courrier du 5 juillet 2024, reçu en préfecture le 10 juillet). Cette demande nécessite une instruction qui sera réalisée ultérieurement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

N° 2 : Extracteurs en toiture (respect des VLE et flux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Extracteurs en toiture (respect des VLE et flux)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2023

Prescription contrôlée :

[...] Sous réserve de prescriptions plus sévères fixées par l'Inspection du Travail, les rejets atmosphériques des extracteurs en toiture respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Code CAS	Valeur limite (mg/Nm³)	Flux limite (kg/h)
------------	----------	------------------------	--------------------

Brouillard d'huiles	8012-95-1	10	51
Oxydes d'azote (NOx)	10102-44-0	500	-

Ces valeurs limites sont exprimées dans les conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Une mesure des rejets atmosphériques au niveau des extracteurs est réalisée :

- annuellement ;
- sur les paramètres suivants : Débit, brouillard d'huiles et NOx ;
- a minima sur 5 points de mesure représentatifs des émissions ;
- par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ;
- selon les méthodes normalisées en vigueur.

L'exploitant évalue les rejets en flux (g/h) et justifie la représentativité des points de mesure retenus.

[...] Les extracteurs sont aménagés de manière à pouvoir réaliser des prélèvements. [...]

Constats :

Pour mémoire, la mise en demeure portait notamment sur :

- *le calcul des flux de brouillard d'huiles émis par l'activité à l'échelle du site (non réalisé) et la démonstration de la représentativité des « a minima 5 points de mesure représentatifs des émissions » ;*
- *la mesure des NOx non réalisée.*

Vu :

- le courrier du 17 juillet 2023 proposant de modifier les 5 points de mesure représentatifs des émissions par 6 points répartis entre les 2 produits usinés sur le site (boîtes de vitesses ML et MA) et les caractéristiques des huiles de coupe utilisées (huiles entières et solubles) :
 - RS 21 : extracteur ambiance ; boîte de vitesses de type MA ; Huile entières ;
 - U 22 : extracteur ambiance ; boîte de vitesses de type MA ; huile soluble ;
 - P 5 : extracteur ambiance ; boîte de vitesses de type ML ; huile soluble ;
 - LM 6 : extracteur ambiance ; boîte de vitesses de type ML ; huile entière ;
 - T 1 : extracteur centralisé ; boîte de vitesses de type ML ; huile entière ;
 - T 28 : extracteur centralisé ; boîte de vitesses de type MA ; huile entière ;
- le rapport n°10745488/57.3.2.rev1.R du 21 juillet 2023 de mesures des émissions sur les extracteurs proposés pour l'année 2023 (VLE en concentration) réalisé par un organisme agréé ne faisant pas état de non-conformité (mesures en concentration sur les NOx et brouillard d'huile réalisées mais pas de calcul du flux de brouillard d'huile) ;
- le courrier du 5 avril 2024 proposant de réaliser les mesures représentatives sur 3 des 7 extracteurs centralisés, de manière tournante ;
- les échanges lors de l'inspection où l'exploitant :
 - confirme l'incohérence entre les courriers précités et explique que les extracteurs centralisés captent les brouillards d'huile canalisés au droit des activités d'usinage et sont donc plus pertinents que la proposition formulée en juillet 2023 ;
 - indique que les activités MA sont amenées à être arrêtées fin 2024 (cf. PAC transmis début juillet 2024) et qu'en conséquence 4 des 7 extracteurs centralisés seront arrêtés, ce qui rend obsolète la proposition faite dans le courrier du 5 avril 2024 ;
 - conclut que les mesures représentatives les plus pertinentes seraient à réaliser sur les 3 extracteurs centralisés restants (n°1, 2, 7) au droit de l'activité de production de boîtes de vitesses de type ML.

Le jour de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a pas présenté de calcul de flux pour l'année 2023 malgré une nouvelle demande de l'inspection formulée par courriel du 11 juin 2024. Dans son courrier du 5 juillet, l'exploitant propose un calcul majorant du flux de brouillard d'huile dont le résultat respecte la VLE autorisée.

L'exploitant indique avoir réalisé la campagne de mesures en 2024 sur les 6 extracteurs d'ambiance proposés en 2023 et sur les 7 extracteurs centralisés proposés en 2024. Lors de la transmission de

ces résultats, il conviendra de proposer une méthode argumentée de calcul pérenne et représentative du flux de brouillard d'huile émis par son installation sur la base des mesures réalisées en 2023 et 2024 sous 15 jours.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de la mise en demeure

N° 3 : Propreté des extracteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Extracteurs en toiture
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/11/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] Les extracteurs sont tenus en état de propreté ; l'exploitant effectue des contrôles périodiques à cette fin.
Constats : Lors de l'inspection précédente, l'exploitant indiquait faire les actions prescrites, mais ne pas être en mesure de le démontrer le jour de l'inspection. L'inspection avait alors demandé des compléments à l'exploitant dans un délai maîtrisé qui n'ont pas été communiqués. Lors de la présente visite, l'exploitant explique que le contrôle de l'état de propreté de l'extracteur n'est pas pertinent et qu'il n'effectue pas de contrôle périodique : les pales des extracteurs ne se nettoient pas et ils doivent être remplacés lorsqu'ils tombent en panne. Dans son courriel du 5 juillet 2024, l'exploitant demande de modifier la prescription contrôlée et s'engage à vérifier le fonctionnement des extracteurs annuellement lors de la période estivale. Au regard des éléments transmis, l'inspection propose de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant. Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées feront ultérieurement l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire afin d'être modifiées, dans la mesure où l'exploitant met en œuvre les vérifications mentionnées dans son courrier.
Type de suites proposées : Sans suites à ce stade (arrêté complémentaire à prévoir ultérieurement)

N° 4 : Grenailleuses (respect des VLE et flux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 14			
Thème(s) : Risques chroniques, grenailleuses			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2023			
Prescription contrôlée : <p>[...] Chaque grenailleuse est associée à un dépoussiéreur.</p> <p>L'air des postes de travail est aspiré par ventilateur et ne peut être rejeté à l'atmosphère que si les effluents gazeux respectent les valeurs limites ci-dessous.</p>			
Grenailleuses	Type	Concentration limite en poussières (mg/Nm³)	Flux limite (g/h)
n°2944088	turbine	2	10
n°1133016	turbine	100	-
n°2949797	turbine	100	-

n°2999058	turbine	100	-
n°1184729	buse	5	-
n°1234083	turbine	5	-
n°38000306	buse	5	-
n°38000307	buse	5	-
n°38000308	buse	5	-
n°38000309	buse	5	-
Site		-	1 000

Ces valeurs limites sont exprimées dans les conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec). [...]

Une mesure des rejets atmosphériques est réalisée :

- au moins tous les 3 ans ;
- sur les paramètres : débit et poussières ;
- par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ;
- selon les méthodes normalisées en vigueur.

L'exploitant évalue les rejets en flux (g/h) du site. [...]

Constats :

Pour mémoire, les non-conformités constatées portaient :

- sur le non-respect des VLE en concentration pour les grenailleuses n°2944088, 1234083, n°38000308 ;
- l'absence d'évaluation du flux émis.

Vu :

- le courrier du 17 juillet 2023 présentant les actions réalisées sur les grenailleuses ;
- les rapports de contre-mesures réalisés sur les grenailleuses :
 - Contres Mesures Poussières 2023 : Grenailleuse 2944088 - rapport n° 17958908/1.1.4.R du 24 février 2023 ne faisant pas état de non-conformités ;
 - Contres Mesures Poussières 2023 : Grenailleuse 38000308 - rapport n° 17958908/1.1.2.R du 24 février 2023 ne faisant pas état de non-conformités ;
 - Contres Mesures Poussières 2023 : Grenailleuse 1234083 - rapport n° 17958908/1.1.3.rev1.R du 24 février 2023 ne faisant pas état de non-conformités ;
- l'évaluation du flux de poussières, réalisée sur la base d'hypothèses majorantes et conforme à la prescription contrôlée ;
- les 3 grenailleuses en état de marche le jour de l'inspection.

L'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée et la mise en demeure peut être considérée comme levée sur ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Grenailleuses (propreté des filtres des dépoussiéreurs)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, grenailleuses

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] Les filtres des dépoussiéreurs font l'objet de contrôle périodique du niveau d'encrassement

(delta de pression) et d'un remplacement périodique.
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none"> le courrier du 17 juillet 2023 où l'exploitant s'engageait à prendre une photo des filtres des grenailleuses lors de mesures réalisées périodiquement ; la procédure du 21/06/2010 relative au changement des filtres et sur la GMAO de l'exploitant les mouvements du stock de filtres en 2024 ; les filtres usagés stockés à proximité des grenailleuses dans l'attente de leur gestion. <p>L'inspection constate que l'exploitant ne met pas en oeuvre son engagement pris dans le courrier du 17 juillet 2023 (prise de photos). Toutefois, les éléments présentés à l'inspection apparaissent suffisants. L'inspection n'a plus d'observation sur la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Fours de trempe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 17				
Thème(s) : Risques chroniques, Fours de trempe				
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/11/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2023 				
Prescription contrôlée : Sur le site, l'exploitant est autorisé à exploiter les installations suivantes :				
Atelier	Four de trempe	Type	Equipé d'un oxydateur thermique	Nombre de conduits
Carbonituration 2	n°9099005	Trempe à huile	Non	5
Carbonituration 1	n°3004462	Trempe à huile	Non	5
Carbonituration 1	n°3004457	Trempe à huile	Non	4
Carbonituration 1	n°1223906	Trempe à huile	Non	6
Cémentation	n°1128552	Trempe à gaz	Oui	3
Cémentation	n°1156303	Trempe à gaz	Oui	3
Les installations de traitement thermique doivent respecter les valeurs de rejet suivantes :				
Paramètres	Code CAS	Concentration limite (mg/Nm ³)	Flux limites pour l'ensemble des installations listées ci-dessus	
Monoxyde de carbone (CO)	630-08-0	1 250	-	
Ammoniac (NH ₃)	7664-41-7	50	-	
Oxydes d'azote (NOx)	10102-44-0	500	-	
Composés Organiques Volatils non méthaniques (COVnm)	-	20 pour les installations munies d'un oxydateur thermique 40 pour les installations non munies d'un oxydateur thermique	1 750 g/h	

Poussières	-	150 si flux < 0,5 kg/h 100 mg/Nm ³ si flux > 0,5 kg/h	
------------	---	---	--

L'exploitant procède à une mesure annuelle des rejets des installations de traitement thermique sur les paramètres suivants : débit, ammoniac, monoxyde de carbone, oxydes d'azote, composés organiques volatils non méthaniques et poussières. [...]

Constats :

Pour mémoire, les non-conformités constatées portaient sur les éléments suivants :

- *non-respect de la VLE en poussières pour le four n°3004457 ;*
- *l'absence de calcul argumenté du flux des émissions en COVnm du site ;*
- *un seul conduit est mesuré par four ;*
- *des incohérences entre le nombre de conduits présents sur les fours et ceux reportés dans l'arrêté préfectoral ;*
- *l'absence d'auto-surveillance sur le four n°1223906 ;*
- *l'absence d'auto-surveillance du paramètre « poussières » sur les fours n°1156303 et 1128552*

Vu :

- le porter à connaissance du 5 avril 2024, reçu en préfecture le 11 avril 2024 demandant à arrêter l'autosurveillance sur certains fours et de ne plus avoir à mesurer tous les conduits des fours ;
- le rapport 371310071.2 rev4.R (mesures réalisées en juillet 2023) transmis par courriel le 21 novembre 2023 ne faisant pas état de non-conformités et présentant un calcul du flux émis par le site ;
- le rapport 17763110/1.1.2.R du 9 février 2023 (mesures réalisées en janvier 2023) transmis par courriel le 17 juillet 2023 ne faisant pas état de non-conformités et présentant un calcul du flux émis par le site ;
- le rapport 21372761/1.1.2.R du 25 mars 2024 présenté le jour de l'inspection ne faisant pas état de non-conformités et présentant un calcul du flux émis par le site ;
- le bilan (fichier Excel de l'exploitant) des mesures réalisées en plusieurs fois sur les fours de traitement thermiques transmis par courriel le 19 juin 2024 présentant pour chaque four les mesures réalisées sur les différents conduits (date de réalisation des mesures, conformité aux VLE, référence du rapport de l'organisme agréé, état du four : en fonctionnement ou à l'arrêt) ;
- les fours 1223906, 9099005 à l'arrêt définitif et consignés, conformément aux déclarations d'arrêt des four formulées respectivement dans les PAC du 5 avril 2024 et de juillet 2024 ;
- le four 3004457 à l'arrêt (non définitif) depuis novembre 2023 et consigné, sur lequel toutes les mesures n'ont pas été réalisées sur tous les conduits (conduits n°2 - vapeur d'huile et conduit n°3 aérotherme).

L'inspection constate d'une part :

- que tous les conduits de tous les fours, à l'exception du four n°3004457, ont été mesurés (en 2023 et 2024 pour l'année 2023 selon les explications et demandes de l'exploitant) depuis la mise en demeure du 31 janvier 2023 ;
- que l'exploitant déclare que les mesures pour l'année 2024 sont programmées la semaine du 8 juillet 2024 ;
- pour l'année 2023 : le respect des VLE en concentration, contrôlées par sondage sur le rapport 371310071.2 rev4.R (mesures réalisées en juillet 2023) pour les conduits 1, 4 et 5 du four n°3004457.

L'inspection constate en revanche :

- pour le four n°3004457, les mesures sur les conduits n°2 et n°3 n'ont pas été réalisées. En conséquence, la mise en demeure ne peut être levée pour ce four. En revanche, le four est à l'arrêt, et l'exploitant s'est engagé, dans le cas où le four serait redémarré, à réaliser les mesures dans les 15 jours. Dans ces circonstances, la non-conformité n'a pas d'impact et l'inspection propose de ne pas donner de suite ;

- bien que conforme à la prescription contrôlée, le calcul du flux en COVnm (composés organiques volatils non métalliques) proposé par l'exploitant est fragile :
 - moyennes de moyennes sans justifier la représentativité de l'approche proposée ;
 - en outre, tous les conduits des fours ont été mesurés. En conséquence, une addition de toutes les mesures réalisées aurait été plus précise ;
 - les résultats des calculs de flux présentés dans les différents rapports transmis varient d'un facteur presque égal à 10 d'une mesure à l'autre (cf. rapport 371310071.2 rev4.R où un flux de 83 g/h est indiqué vs rapport 17763110/1.1.2.R qui indique un flux de 716 g/h).
 - l'exploitant convient de la nécessité de revoir le calcul dans la perspective d'une autosurveillance qui ne porterait plus sur l'ensemble des conduits des fours. Il s'est engagé à transmettre des éléments complémentaires sous 15 jours.
- en cas d'arrêt définitif d'un four, il convient de proposer un échéancier pour son démantèlement, ou à défaut d'en justifier l'impossibilité technico-économique et de démontrer que la gestion de l'installation lors de la cessation totale des activités ne présente pas de risque environnemental ou financier.

L'inspection constate donc le retour à la conformité pour les émissions mesurées depuis la mise en demeure (nombre de conduits et respect des VLE). A ce titre, la mise en demeure peut être considérée comme levée, sauf pour le four n°3004457.

En revanche, le porter à connaissance transmis est insuffisant en l'état pour permettre d'accéder à la demande de modification de la prescription contrôlée et des compléments sont demandés. Il conviendra :

- d'analyser les données à la disposition de l'exploitant et de justifier la pertinence de ne pas mesurer tous les conduits des fours et de préciser clairement les fours et les conduits que l'exploitant souhaite auto-surveiller à l'avenir ;
- de justifier le calcul représentatif des flux émis en COVnm sur la base des mesures partielles demandées ;
- de prévoir le démantèlement des fours à l'arrêt définitif ou de transmettre une demande de maintien sur site avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

Enfin, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il convient de réaliser les mesures sur les fours de traitement thermiques conformément à la prescription en vigueur avant la fin de l'année 2024.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure sauf pour le four n°3004457

N° 7 : Contrôles inopinés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2012, article 1 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles inopinés

Prescription contrôlée :

Chaque année, l'exploitant communique à l'inspection, avant le 31 janvier, le nom de l'organisme/laboratoire retenu [...]. Celui-ci devra pouvoir intervenir pour la réalisation d'un contrôle annuel des polluants réglementés et/ou autosurveillés par l'arrêté préfectoral d'autorisation et des arrêtés préfectoraux complémentaires, ou les arrêtés ministériels sectoriels applicables. [...]

Constats :

Vu :

- courrier du 4 janvier 2023 transmettant les informations demandées pour l'année 2023 ;
- - courriel du 22 mars 2024 transmettant les informations demandées pour l'année 2024

L'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite